

Les Burundais appelés à élire leur président dans un climat politique pollué

APA, 28-06-2010 Bujumbura (Burundi) - La présidentielle au Burundi prévue ce lundi, deuxième scrutin après les élections communales contestées du 24 mai dernier, se déroule dans un climat politique pollué engendré surtout par les contestations post-électorales. L'opposition burundaise qui ne cesse de qualifier "d'escroquerie" les élections communales exprime sa crainte d'assister au retour du monopartisme, dans le pays. Elle a décidé ainsi de retirer ses candidats en guise de protestation, laissant seul en lice le président sortant, Pierre Nkurunziza.

Composée de 13 partis politiques dont 12 sont regroupés au sein de l'Alliance des Démocrates pour Changement (ADC), l'opposition burundaise décrie la présidentielle qu'elle qualifie "d'inconstitutionnelle". La Constitution du pays consacre le pluralisme et la diversité d'opinions, rappelle-t-elle. Bien que les partis d'opposition n'aient pas été autorisés à tenir leurs réunions durant la campagne électorale pour la présidentielle, ils n'ont cessé de lancer des communiqués de presse et des tracts appelant leurs membres à ne pas se rendre aux urnes. Par ailleurs des rumeurs parlant d'une éventuelle perturbation de ce scrutin circulent dans le pays. L'incertitude de la situation qui va précéder le jour du scrutin a fait que certains magasins de la capitale, Bujumbura, ont constitué des stocks de vivres. La disparition mercredi dernier, du leader des Forces Nationales de Libération, (FNL), l'ancienne rébellion de même que l'emprisonnement en cas des membres de l'opposition ne rassurent pas non plus. Le candidat Pierre Nkurunziza lors de sa tournée de campagne dans le pays, n'a cessé d'appeler les Burundais pour qu'ils répondent nombreux au scrutin, rappelant que le vote est un privilège qu'offre la constitution et non les individus. Il a cessé également de lancer à la population « venez me voir si je ne suis pas satisfait ou oui si je suis satisfait ».

Du côté de la CENI, l'on rassure sur le bon déroulement du processus électoral et que même les erreurs qui ont eu lieu au cours des premières élections seront corrigées. La CENI indique par ailleurs que les tracasseries seront moins nombreuses car il sera question de manipuler un seul bulletin de vote. Elle a également informé que le nombre d'observateurs étrangers a augmenté. Outre les observateurs nationaux, la CENI a également fait appel à d'autres provenant des pays de la communauté est africaine pour superviser les 6975 bureaux de vote répartis dans tout le pays. Plus de 3, 5 millions de Burundais seront aux urnes lundi pour élire le président de la République pour un mandat de cinq ans.